

La première mission a rapidement conduit à des résultats. Nous avons décidé avec les Chinois d'échanger des missions dans des domaines offrant un intérêt commercial particulier pour nos deux pays, d'organiser des expositions commerciales et de tenir des consultations périodiques sur toutes questions se rattachant au commerce. Au cours de cette mission, le ministre des Affaires étrangères, Pai Hsiang-Kuo a accepté une invitation de venir au Canada avec une délégation chinoise commerciale. Du point de vue canadien, l'une des réalisations les plus importantes du séjour de M. Pépin a été le fait que la Chine acceptait d'envisager le Canada en premier lieu comme fournisseur de blé. Les cultivateurs et les hommes d'affaires canadiens pouvaient certes être satisfaits de l'excellent départ pris par nos relations commerciales officielles.

Les faits politiques furent tout aussi importants. A l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'automne 1971, le Canada a appuyé la résolution qui demandait le rétablissement des droits de la République populaire de Chine au siège de la Chine aux Nations Unies. La position du Canada était non seulement une conséquence logique de notre décision antérieure d'établir des relations diplomatiques; elle était aussi conforme au désir de la grande majorité des pays représentés aux Nations Unies, en dépit des divergences qui se manifestaient avec certains de nos alliés et amis. Le Canada s'est donc joint avec plaisir aux autres membres pour souhaiter la bienvenue, l'an dernier, aux représentants de la Chine aux Nations Unies. Depuis lors, au siège de l'Organisation mondiale à New York, à d'autres institutions et conférences internationales, ainsi qu'à Pékin et à Ottawa, les représentants du Canada et de la Chine se sont consultés utilement sur les questions les plus variées, depuis le problème de la pollution jusqu'au contrôle des armements. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les Chinois. Nos points de vue ont même été diamétralement opposés à nombre de reprises. Même lorsque nous étions en désaccord, nous avons pu tenir des discussions franches, voire passionnées. Nous n'avons pas eu à masquer nos divergences ou à les contourner. Nous n'avons pas eu à prétendre qu'elles n'existaient pas ou que nous pouvions les ignorer. Nous ne sommes pas surpris de nos divergences, qui n'enlèvent rien à l'utilité de nos rencontres et de nos échanges de vues. Le Canada a lui-même maintenu qu'il était sot et dangereux d'exclure un quart de l'humanité des assemblées du monde, que nous approuvions ou non ce que disait son gouvernement. La franchise du dialogue tenu avec les Chinois est une vertu en elle-même. Nous ne devons pas être découragés de le poursuivre, en craignant à tort que nos fréquentes divergences aggravent éventuellement les choses. Il vaut mieux se parler que se battre. Les Chinois sont aussi conscients que nous de cette nécessité.

C'est dans cet esprit que je suis récemment allé en République populaire de Chine. J'avais un double objectif: avoir des entretiens sur des questions bilatérales et multilatérales avec les leaders chinois, et inaugurer notre exposition commerciale à Pékin. Cette exposition était la plus grande que le Canada ait jamais tenu à l'étranger, et j'ai voulu souligner l'importance que le Gouvernement y attachait. Ce fut, comme vous le savez, un succès éclatant: on a vendu pour 28 millions de dollars de marchandises canadiennes. Des contacts directs se sont établis entre hommes